

**Discours de S.E. Mme Sylvie Lucas**  
**Représentante permanente du Luxembourg**  
**à la 1<sup>ère</sup> session régulière du Conseil d'administration**  
**d'ONU Femmes**

**Lundi, le 24 janvier 2011**

Madame la Présidente,  
Madame la Directrice exécutive,  
Excellences,  
Mesdames et Messieurs,

C'est un grand plaisir pour mon pays, le Luxembourg, de pouvoir intervenir aujourd'hui lors de cette 1<sup>ère</sup> session régulière du Conseil d'administration d'ONU Femmes.

Le lancement des travaux du Conseil représente un nouveau pas important dans la mise en œuvre de la décision historique de l'Assemblée générale de créer une entité composite, à portée universelle, pour l'égalité des sexes et l'autonomisation de la femme.

Nous tenons à féliciter une nouvelle fois très chaleureusement Mme Michelle Bachelet pour sa nomination au poste de Directrice exécutive d'ONU Femmes. Elle saura, on n'en doute aucunement, orienter, développer et diriger la nouvelle Entité de main de maître, et relever le défi d'assurer une plus grande coordination, cohérence et intégration de la problématique hommes-femmes à l'échelle du système. Nous lui souhaitons, ainsi qu'à toute son équipe, actuelle et future, un plein succès.

Permettez-moi aussi de vous féliciter, Mme la Présidente, pour votre élection à la tête de ce Conseil, ainsi que les autres membres du Bureau.

Le Luxembourg est très honoré de compter parmi les membres du premier Conseil d'administration d'ONU Femmes, et nous nous efforcerons d'être à la hauteur de la tâche.

Madame la Présidente,

La mise en place d'ONU Femmes suscite de grandes attentes : il importera de ne pas les décevoir.

Il nous faudra relever les défis auxquels la nouvelle Entité doit faire face. Et les défis sont de taille non seulement pour la Directrice exécutive, pour le système onusien, mais aussi pour les Etats membres.

Le mandat unique de l'Entité, fusionnant fonctions d'appui normatives et activités opérationnelles, nous interpelle et nous amène nous aussi à revoir nos approches, nos politiques et à rechercher une cohérence accrue dans nos actions.

Nous avons pris note avec grand intérêt de la vision et du plan d'action de cent jours présentés par la Directrice exécutive, et nous pouvons y souscrire pleinement. La voie qu'elle y trace pour ONU Femmes nous semble à la fois ambitieuse et réaliste. C'est de bon augure pour le plan stratégique qu'elle compte soumettre lors de la session de juin.

Les cinq principes de base ainsi que les cinq priorités définis reflètent la volonté politique à la base de la création de la nouvelle entité, et s'inscrivent dans le cadre du mandat fixé par l'Assemblée générale.

L'autonomisation politique, économique et sociale de la femme doit être au centre de nos efforts si nous souhaitons éradiquer les inégalités de genre qui restent encore trop profondément ancrées dans toutes les sociétés, et assurer l'égalité entre hommes et femmes en tant que partenaires et bénéficiaires du développement, des droits de l'homme, de l'action humanitaire, de la paix et de la sécurité. L'implication et la responsabilisation des hommes importe dans ce contexte : le nécessaire changement des mentalités demande en effet des efforts communs et complémentaires de la part des hommes et des femmes.

La lutte contre la violence à l'égard des femmes, y compris dans les situations de conflit, et la fin de l'impunité à cet égard représentent d'autres priorités importantes pour l'action d'ONU Femmes.

De manière générale, nous souscrivons à la volonté exprimée par la Directrice exécutive de rechercher la complémentarité et de promouvoir la cohérence à l'échelle du système, en ligne avec son double mandat normatif et opérationnel. Nous sommes confiants qu'elle saura compter sur la pleine coopération des autres organes et agences onusiennes à cet égard.

Madame la Présidente,

On aura l'occasion de revenir sur les questions budgétaires, financières et administratives, mais permettez-moi de faire dès maintenant quelques remarques générales à ce sujet.

Comme j'ai pu le dire tout à l'heure : la création de la nouvelle Entité pour l'égalité des sexes et l'autonomisation de la femme a suscité de grandes attentes, y compris en termes financiers.

Si nous partageons l'appel du CCQAB de baser le budget sur les besoins réels, nous estimons également qu'il faut se donner les moyens de ses ambitions. Le Luxembourg est prêt à approuver un budget d'appui qui fournit à la Directrice exécutive la sécurité et l'assurance dont elle a besoin pour mettre sur pied une entité apte à mettre en œuvre les priorités fixées.

Notre engagement collectif pour la création d'une agence servant de figure de proue pour les questions de genre doit se traduire par un engagement conséquent en termes budgétaires. Le Luxembourg a applaudi l'idée d'introduire une nouvelle catégorie de membres au Conseil d'administration, les principaux donateurs, dont ceux issus du groupe dit « non-membre du CAD/OCDE ». En ligne avec la portée universelle d'ONU Femmes, nous espérons vivement que la base des donateurs, traditionnels et émergents, continuera à s'élargir.

Madame la Présidente,

ONU Femmes pourra compter sur le plein soutien du Luxembourg : ayant été parmi les 10 principaux donateurs au Fonds de développement des Nations Unies pour la femme, mon pays entend poursuivre résolument son engagement en faveur de la parité hommes-femmes, de l'élimination de toute discrimination à l'encontre des femmes et des filles et de l'autonomisation politique, économique et sociale de la femme.

Je vous remercie.